

DECLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

9 octobre 2018

ASA 17/9218/2018

AILRC-FR

HONG KONG. LE REFUS DE VISA POUR UN JOURNALISTE DU *FINANCIAL TIMES* EST UNE OFFENSIVE CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le refus de renouvellement du visa de travail du rédacteur en chef pour l'Asie du *Financial Times* est apparemment un geste politique décidé à titre de représailles, qui va probablement avoir des effets très inquiétants sur la liberté de la presse dans la ville, a déclaré Amnesty International.

Victor Mallet est également un des responsables du Club des correspondants étrangers (FCC) de la ville. En août, le FCC a été sévèrement critiqué par les autorités de Hong Kong et de la Chine continentale pour avoir invité le militant indépendantiste Andy Chan à une conférence. Le gouvernement de Hong Kong n'a jusqu'à présent pas répondu aux appels l'invitant à révéler les motifs du refus de renouvellement du visa de Victor Mallet, mais l'on sait que les autorités avaient demandé au journaliste et au FCC d'annuler la conférence que devait donner Andy Chan, expliquant qu'un débat sur l'indépendance de Hong Kong faisait peser une menace sur la « sécurité nationale » et l'« intégrité territoriale » de la Chine.

« Le refus de renouvellement du visa de Victor Mallet est apparemment un acte de représailles différées décidé par le gouvernement de Hong Kong. Cette décision fait penser de façon inquiétante aux représailles encourues par les journalistes étrangers qui couvrent des sujets politiquement sensibles en Chine continentale », a déclaré Joyce Chiang, directrice par intérim d'Amnesty International Hong Kong.

Les autorités en Chine continentale restreignent régulièrement les possibilités de participer à des débats publics et à des actions de plaidoyer pacifiques pour des raisons de « sécurité nationale », utilisant cette notion peu précise pour soumettre l'exercice de ces libertés à des restrictions injustifiées. Le gouvernement de Hong Kong semble également vouloir poursuivre un objectif peu précis de « sécurité nationale ».

« Cette décision est très préoccupante pour la liberté de la presse et la liberté d'association à Hong Kong. Il s'agit d'une atteinte aux droits humains, droits que le gouvernement doit protéger, promouvoir et respecter, et non saper. »

Le FCC invite régulièrement à des conférences des personnes appartenant à toutes les tendances du paysage politique de Hong Kong, y compris de hauts représentants du gouvernement. Le FCC organise également tous les ans le prix de la presse pour les droits humains en partenariat avec Amnesty International Hong Kong et l'Association des journalistes de Hong Kong.

« Le FCC défend la liberté d'expression à Hong Kong et joue un rôle important de stimulation du débat citoyen dans notre ville. Il est extrêmement choquant de constater que le FCC est à présent pris pour cible », a déclaré Joyce Chiang.

Les normes internationales prévoient que les journalistes et les médias ne doivent pas être sanctionnés quand ils facilitent des discussions sur des sujets présentant un réel intérêt pour le public et se trouvant déjà dans le domaine public.

En particulier, des débats ne peuvent pas être empêchés ou sanctionnés uniquement parce qu'ils véhiculent des informations venant d'une organisation dont le gouvernement a déclaré qu'elle représente une menace pour la sécurité nationale, comme dans le cas du Parti national d'Andy Chan à Hong Kong.